



SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON

Conseil Syndical du 12 décembre 2023

Votants présents :

M. Jean GALAND, M. Jean-François BOUDIGUE, Mme Marie LARRUE, M. Jean-Yves ROSAZZA, M. Xavier DANAY, M. Bruno LAFON, M. Cédric PAIN.

M. Patrick DAVET donne pouvoir à M. Jean-François BOUDIGUE pour le représenter, émettre tout vote et signer tout document.

Excusé(e)s :

Mme Karine DESMOULIN, Mme Pascale GOT, M. Vincent MAURIN, Mme Béatrice AURIENTIS, M. Patrick DAVET.

Assistaient à la réunion :

Mme Nelly DELEPINE, M. Éric COIGNAT, M. Alain BALLEREAU.

Président de séance :

M. Jean GALAND.

Secrétaire de séance :

M. Jean-François BOUDIGUE.

Assistaient également à la réunion :

M. Cyril CLEMENT (SMPBA), M. Thierry DAVID (SMPBA).

Les convocations aux membres du Conseil Syndical ont été envoyées le 24 novembre 2023.

- **Délibération n° : 35-2023**
- **Objet : Principes généraux de calcul pour la constitution de provisions pour créances douteuses.**

Le Conseil Syndical du SMPBA réuni ce jour, 12 décembre 2023, à La Teste de Buch approuve à l'unanimité la présente délibération.

SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON **Conseil Syndical du 12 décembre 2023**

Délibération n°: 35-2023

Objet : Principes généraux de calcul pour la constitution de provisions pour créances douteuses

Les titres émis par la collectivité font l'objet de poursuites contentieuses auprès des redevables en cas de non-paiement.

Les sommes restant à recouvrer dans de telles circonstances sont qualifiées de « créances douteuses ».

Dans ce cas, le code général des collectivités territoriales (art.R.2321-2) impose la constitution de provisions pour dépréciation de comptes de tiers puisque le recouvrement des restes à recouvrer est compromis malgré les diligences faites par le comptable public. Le risque d'irrecouvrabilité, et donc le montant de la provision à constituer, est estimé sur la base d'éléments d'informations communiqués par le comptable public.

Une délibération n'étant plus nécessaire annuellement pour la constitution de ces provisions (un arrêté de l'ordonnateur suffit), cette présente délibération a pour objet d'exposer les modalités de calcul de la provision. Ainsi, pour les prochains exercices, il suffira de se référer à cette délibération pour prendre un simple arrêté identifiant le montant des créances douteuses.

Il est donc proposé au Conseil Syndical d'adopter une délibération générale visant :

- À définir le mode de calcul de la provision annuelle, en validant le principe d'une proportionnalité des montants à provisionner, en fonction de l'ancienneté des créances, avec une possibilité de dérogation pour des créances particulières comme par exemple la connaissance d'une contestation devant un tribunal ou à la suite d'une procédure collective ;
- À accepter le principe de reprise de provision :
 - En cas de réalisation du risque, soit à hauteur et au moment du mandatement des écritures d'admissions en non-valeurs ou du constat des créances éteintes,
 - Ou au contraire en cas de disparition du risque.
- À acter que le montant annuel à provisionner sera adapté en fonction du solde N-1 des provisions non reprises.
- À acter qu'un arrêté de l'ordonnateur faisant référence à la présente délibération sera pris chaque année pour la mise en application de cette procédure.
- À acter que les crédits correspondants seront inscrits annuellement à l'article 6817 « Dotations aux provisions pour dépréciation des actifs circulants ».

- À acter que les provisions sont ajustées annuellement soit par le biais d'une reprise de provision si les créances éligibles ont diminué (par un recouvrement ou une admission en non-valeur) soit par le biais d'un complément si le provisionnement antérieur est devenu insuffisant.

Décision :

Le conseil syndical du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon réuni le 12 décembre 2023 décide :

- De définir le mode de calcul suivant pour déterminer le montant de la provision annuelle. Il est proposé de retenir une méthode progressive de provisionnement, c'est-à-dire provisionner un pourcentage croissant en fonction de l'année d'émission comme indiqué ci-dessous :
 - 25% pour les créances de N-1
 - 50% pour celles de N-2
 - 75% pour celles de N-3
 - 100% pour celles de N-4 et antérieures.Cette méthode sera appliquée sauf pour les créances qualifiées de particulières en raison de leur montant, de leur situation de litige ou en procédure collective.
- D'accepter le principe de reprise de provision selon les modalités définies ci-dessus.
- D'acter que le montant de la provision à constituer sera adapté chaque année en fonction du solde des provisions non reprises au 31/12/N-1.
- D'acter que les crédits correspondants seront inscrits annuellement à l'article 6817 « Dotations aux provisions pour dépréciation des actifs circulants ».
- D'acter que les provisions seront ajustées soit par le biais d'une reprise de provision si les créances éligibles ont diminué soit par le biais d'un complément si le provisionnement antérieur est devenu insuffisant.
- D'acter qu'un arrêté de l'ordonnateur faisant référence à la présente délibération sera pris annuellement pour la mise en application de cette procédure.
- De donner mandat au Président pour signer tous documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente décision.

Fait et délibéré à La Teste de Buch, le 12 décembre 2023.

Le Secrétaire de Séance



Jean-François BOUDIGUE

Le Président du Syndicat Mixte
des Ports du Bassin d'Arcachon



Jean GALAND

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa réception par le représentant de l'État et sa publication.